

Ecrit par le 14 février 2026

Prévention des violences conjugales : un bilan prometteur en Provence-Alpes-Côte-d'Azur



Depuis leur déploiement progressif en 2021, [les Centres de prise en charge des auteurs \(CPCA\) en Provence-Alpes-Côte-d'Azur](#) jouent un rôle clé dans la prévention et la lutte contre la récurrence des violences conjugales, avec plus de 5 704 personnes accompagnées depuis 2022 dans la région. Les stages de responsabilisation ou encore la tenue d'entretien individuel de responsabilisation, ainsi que d'autres dispositifs d'accompagnement, font de l'ensemble des CPCA répartis sur le territoire des structures clés pour prévenir le passage à l'acte ; avec pour priorité la sécurisation des victimes. La mise en place d'une communication dédiée depuis trois ans a contribué à faire émerger, chez les auteurs comme dans leur entourage, une prise de conscience du besoin d'accompagnement.

Ecrit par le 14 février 2026

En tout, 5 704 personnes ont été prises en charge dans les deux centres de la région (le CPCA Région Sud et le [CPCA l'Olivier](#), anciennement CPCA Kaleïdo) : pour une prise en charge globale et pluridisciplinaire des auteurs de violences conjugales, tant sur la base du volontariat que dans le cadre de mesures judiciaires. Sur l'ensemble du territoire français, ce sont au total 66 694 personnes qui ont été reçues par les 30 centres entre 2021 et fin 2024.

Localement le CPCA l'Olivier, géré à Carpentras par [l'association Rhéso](#), a accompagné 347 personnes alors que le CPCA Région SUD, géré par [l'association En chemin](#), a reçu 1 664 personnes.

Le CPCA l'Olivier intervient en Vaucluse, dans le Nord des Bouches-du-Rhône, dans les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence (en jaune sur la carte ci-dessous). Celui de la Région Sud couvre la partie Sud des Bouches-du-Rhône, le Var ainsi que les Alpes-Maritimes (en bleu).



« Un changement de mentalité s'opère en France. »

Olga Louis Richon du CPCA l'Olivier

Ecrit par le 14 février 2026

Un dispositif régional clé pour prévenir les violences conjugales

L'accompagnement dure en moyenne 143 jours, une durée que les professionnels souhaiteraient pouvoir augmenter pour atteindre 12 mois de suivi. Les professionnels l'assurent, il n'y a pas de 'profil type' parmi les personnes reçues. Les auteurs sont de tout âge, de différentes catégories socioprofessionnelles, avec une majorité en emploi, provenant de milieux ruraux et urbains. Certains sont encore en couple, tandis que d'autres sont séparés. « Un changement de mentalité s'opère en France depuis quelques années car certains événements dramatiques ont mis en lumière l'importance de la protection des victimes et la nécessité de la prise en charge des auteurs de violences conjugales. Il est ainsi reconnu que nous faisons face à un problème de santé publique et que beaucoup d'entre nous sont concernés, dans le cercle familial, amical ou professionnel. Pour protéger les victimes et éviter les passages à l'acte, il est nécessaire de renforcer les moyens d'accompagnement pour mieux prendre en charge les personnes qui entrent volontairement dans cette démarche de suivi », explique la porte-parole Olga Louis Richon du CPCA l'Olivier porté [par l'APERS \(Association pour la Prévention et la Réinsertion Sociale\)](#).

Augmentation des demandes d'accompagnement hors du cadre judiciaire dans la région

La structuration d'une communication idoine via la création, fin 2023, du site internet (<https://auteurs.arretonslaviolence.fr/>) a permis que les auteurs et leur entourage s'engagent dans une démarche volontaire pour sortir de cette spirale infernale. Les centres en Provence-Alpes-Côte-d'Azur notent ainsi une augmentation significative du nombre de demandes d'accompagnement d'auteurs de manière volontaire, passant de 62 en 2022, à 267 en 2024.

Au niveau national, cette communication a permis une augmentation de 80% entre 2021 et 2023. Les auteurs mais aussi les victimes ou les proches n'hésitent plus à prendre attache avec les centres pour entrer dans une procédure de suivi, notamment via le site internet.

« Être accompagné pour comprendre, changer, et ne plus jamais reproduire ce que j'ai fait », explique d'ailleurs un auteur de violences conjugales pour expliquer sa demande d'accompagnement.

Les démarches volontaires constituent une première prise de conscience chez les auteurs et représentent une occasion forte d'enclencher un suivi pour protéger les victimes. Pour éviter les passages à l'acte, les professionnels des CPCA estiment nécessaire de renforcer les moyens d'accompagnement de ces auteurs qui poussent les portes des centres.

Une prise en charge globale pour prévenir le passage à l'acte et éviter les récidives

Un parcours au sein d'un CPCA débute par un entretien individuel qui permet d'évaluer les besoins et de déterminer les services les plus adaptés, tels que les groupes de parole et un accompagnement individuel. Les auteurs peuvent intégrer ces services selon leurs besoins, leurs obligations (notamment l'obligation de soin), ou volontairement. Ces suivis sont réalisés par des professionnels de différents corps de métier, surtout des psychologues pour les suivis de groupe et/ou psychoéducatifs ou psychothérapeutiques individuels.

Le socle du suivi s'articule autour d'actions de responsabilisation de l'auteur face à ses actes. 11 022 personnes ont ainsi participé à un stage payant de 'responsabilisation' sur le territoire national en 2023, dans le cadre de ces actions.

Le nombre de participants par stage oscille entre 10 et 15 personnes mais la demande demeure forte et

Ecrit par le 14 février 2026

en augmentation, avec des listes d'attente fréquentes. La durée des stages est variable, d'une à six journées consécutives.

« Il est désormais indispensable de créer un 'vrai' réseau des CPCA pour donner une meilleure assise sur les territoires à ces centres et aider les victimes partout en France. »

José Becquet du CPCA Région Sud

Au-delà des actions de responsabilisation, des centres sur certains territoires proposent un accompagnement psychothérapeutique et médico-social et d'autres un accompagnement socio-professionnel visant notamment l'accès aux droits, l'insertion professionnelle et le maintien des liens familiaux en fonction de la situation. 6 399 personnes étaient ainsi engagées dans une démarche de soins en 2023 en France.

Pour José Becquet du CPCA Région Sud porté par l'association En Chemin : « Le bilan réalisé sur ces premières années d'existence nous confirme qu'il est désormais indispensable de créer un 'vrai' réseau des CPCA pour donner une meilleure assise sur les territoires à ces centres et aider les victimes partout en France. »

L.G.

Avignon accueille les femmes victimes de violences

Ecrit par le 14 février 2026



Dans la continuité des actions menées par la ville d'Avignon pour la protection des femmes victimes de violences, comme la réhabilitation d'un bâtiment situé route de Tarascon pour l'hébergement de celles forcées de quitter leur domicile, un dispositif d'accueil est désormais mis en place dans six lieux d'Avignon.

Accompagnée de trois policiers municipaux suppléants, la brigadière-chef principale Corinne Mallet s'est rendue dans les mairies annexes du Pont-des-Deux-Eaux, de Montfavet, de Monclar et de la Trillade, ainsi que dans les postes de police municipale du centre-ville (place Pie) et de Saint-Chamand, où des espaces dédiés ont été mis en place afin d'accueillir, écouter et orienter dans les meilleures conditions les femmes victimes de violences.

Impulsé par la Ville et fort d'un partenariat avec le tissu associatif local ([Rheso](#), Olef Vaucluse, [L'embellie](#), le [Cidff 84](#), le Collectif du Droits des femmes, le [Planning Familial](#) et l'[Amav](#)), ce dispositif sera coordonné avec le Service de protection des familles de la [police nationale](#). Une formation sur « la problématique des violences conjugales, comprendre pour mieux accueillir et orienter » dispensée par l'association Rheso a été suivie par les quatre policiers municipaux, cinq agents d'accueil des postes de police municipale annexes et trois médiateurs du département 'Tranquillité publique'.



Ecrit par le 14 février 2026

Permanences :

- Pont des Deux Eaux (Mairie annexe 7 rue Laurent Fauchier) – lundi après-midi de 14h à 17h
- Centre-ville (Poste de Police municipale annexe Place Pie) – mardi et vendredi après-midi de 14h à 17h
- Trillade (Mairie annexe 106 avenue de la Trillade) – jeudi matin de 9h à 12h
- Saint-Chamand (Poste de Police municipale annexe 11 avenue Antoine de St-Exupéry) – jeudi après-midi de 14h à 17h
- Montfavet (Mairie annexe 8 square des Cigales) – vendredi matin de 9h à 12h

Adresse mail : permanences@mairie-avignon.com. Numéro de téléphone unique accessible tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 14h à 17h : 07 61 10 24 82

Ouverture d'un point d'accueil éphémère pour les femmes victimes de violence au Centre commercial le Pontet Avignon-Nord

Ecrit par le 14 février 2026



La société [Ceetrus](#) et l'[hypermarché Auchan](#) ont installé un local pour accueillir les femmes victimes de violences conjugales. Elles sont accueillies, en toute confidentialité, par deux associations : l'[Amav](#) (association de médiation et d'aide aux victimes) et le Planning Familial. Les professionnelles et bénévoles leur prodiguent, en fonction de leur situation, aide, conseil et prise en charge en fonction. Plusieurs personnes s'y sont déjà présentées fragilisées par la période du confinement prolongé laissant apparaître d'avantage de violences intrafamiliales. [Elodie Goumet](#), déléguée aux droits des femmes, [Bertrand Gaume](#), préfet de Vaucluse, ainsi que des responsables de la gendarmerie s'y sont rendus pour montrer leur soutien à cette initiative. Le local a ouvert ses portes le 14 avril et les fermera à la fin du confinement. Il est ouvert du lundi au vendredi de 13h à 17h. Zac Saint-Tronquet.

Les infos pratiques

Les associations vauclusiennes

Rheso, pour les femmes victimes de violence du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 04 90 60 36 84 contact@rheso.fr

Planning Familial

Permanence des conseillers conjugaux et familiaux du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h. Gynécologie médicale, sur rendez-vous au 04 90 87 43 69 & planfamilial84@aol.com



Ecrit par le 14 février 2026

Amav, Association d'aide aux victimes d'infractions pénales du lundi au vendredi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 17h. 0490 86 15 30 amav84@wanadoo.fr

CIDFF, Centre d'informations juridiques pour femmes victimes de violences du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h 04 90 86 41 00 & accueil@cidff84.org

L'Embellie, association de soutien des personnes majeures concernées par la prostitution. Accueil téléphonique de 9h à 17h 04 90 85 08 17 & lembellie3@wanadoo.fr

<http://vaucluse.gouv.fr, rubrique Services de l'Etat, droits des femmes et égalité femmes/hommes>

Les numéros nationaux

3919 numéro d'écoute et d'aide.

Plateforme de signalement en ligne des violences : arretonslesviolences.gouv.fr et www.service-public.fr

En cas de danger grave et immédiat composer le **17** ou envoyer un sms au **114**.

115 pour le Samu social et obtenir un hébergement d'urgence.

Pour les personnes sur le point de devenir elles-mêmes violentes composer le **08 019 019 11**. Pour l'IVG (Interruption volontaire de grossesse et ou obtenir une contraception composer le **08 00 10 10**.

Composer le **119** si l'on est témoin, même auditif de violence commise sur un enfant ou un adolescent ou si ceux-ci paraissent en danger.